

# L'impasse dangereuse du fédéralisme nucléaire d'Emmanuel Macron

C'est dans le cadre solennel de la base de l'Île Longue qu'Emmanuel Macron a délivré un discours extrêmement guerrier, dangereux et irresponsable, piétinant la nécessaire politique de paix et remettant en cause l'indépendance de notre pays.

Il a notamment développé le concept de « dissuasion avancée », rendant possible le positionnement de forces aériennes stratégiques françaises en Europe et permettant à d'autres pays européens de participer à des exercices nucléaires « en pleine transparence avec les États-Unis d'Amérique et en coordination étroite avec le Royaume-Uni », et en coopération étroite avec l'Allemagne.

Ce n'est plus de la dissuasion nucléaire, mais une fuite en avant nucléaire. C'est un changement de doctrine stratégique, imposé par le césarisme guerrier du président de la République, sans consultation du Parlement dont les prérogatives sont piétinées.

Il s'agit bien d'une forme d'eupéanisation de l'arme nucléaire française à laquelle le PCF est vigoureusement opposé. Elle écorne la pleine souveraineté de la dissuasion nucléaire. Rappelons que le nucléaire britannique, sur lequel s'aligne le président de la République, est inféodé à Washington. Le fédéralisme nucléaire européen présenté par le président de la République tourne le dos à une défense nationale indépendante, mais au contraire renforce la soumission de notre pays sur l'OTAN, bras armé des USA.

Emmanuel Macron, durant 50 minutes de discours, ne dit rien d'une action diplomatique indépendante de la France pour la paix et le droit international, première composante d'une politique de défense. Il reste fidèle à sa politique de renoncement et d'effacement du rôle diplomatique de la France.

Le Parti communiste français rappelle son attachement à une politique de défense nationale et populaire, indépendante et souveraine, outil d'une politique de paix, placée sous contrôle de la nation, mise au service exclusivement de la défense du peuple français, avec un outil de défense proportionné et modernisé, y compris en ce qui concerne la dissuasion nucléaire.

L'augmentation du nombre de têtes nucléaires de l'arsenal de la France relève d'une fuite en avant inacceptable dans le tout nucléaire européen. La force nucléaire ne doit servir que les impératifs de la défense nationale. De plus, la dissuasion nucléaire ne peut pas être la clé de voute de la politique de défense. Le tout nucléaire est une impasse dangereuse. En mettant face à face et en concurrence les puissances nucléaires, le seul d'emploi de ces armes destructrices est de fait



considérablement abaissé.

La reconstruction d'une politique de défense implique une redéfinition du lien entre l'armée et la nation et la reconstitution d'une base industrielle et technologique de défense sous contrôle de la nation, en articulation avec les besoins civils et militaires.

Emmanuel Macron ne fait qu'entériner la destruction des cadres juridiques d'encadrement des armements nucléaires. C'est irresponsable et contraire au

droit international. Le PCF appelle le gouvernement à jouer un rôle actif et indépendant lors de la prochaine conférence d'examen du TNP se tiendra du 27 avril au 22 mai à New-York, en faveur d'un processus de désarmement nucléaire progressif, multilatéral et négocié conforme au droit international. La France jouerait un rôle positif au niveau international en siégeant comme observateur à la conférence des Etats parties du traité TIAN de l'ONU. ■

## Cinq médias s'unissent pour faire front commun contre l'extrême droite

À l'approche des prochaines élections municipales, face à la montée préoccupante de l'extrême droite et d'un climat rance entretenu par la bollosphère, quatre médias (Blast, Les Inrockuptibles, Radio Nova et Street Press) se sont associés à l'Humanité pour faire "front commun contre l'extrême droite".

Fruit de plusieurs semaines de travail collectif entre les rédactions, ce titre marque une volonté forte de s'engager dans la bataille culturelle contre l'extrême droite. Dans cette édition, riche d'enquêtes et de reportages, on regarde la réalité en face : la gestion municipale catastrophique du Rassemblement national, son programme économique au service des plus riches, ses reculs écologiques, sa mise au pas du monde associatif et culturel, ses appels à la haine... Cette publication collective pour comprendre, alerter, et organiser la riposte. ■

La fédération des Landes du PCF en a commandé 10 exemplaires.  
Format 28 x 36 cm – 80 pages - 8€90



# RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2542 – Jeudi 5 mars 2026

# Réouverture de la ligne ferrée Mont-de-Marsan/Bagnères-de-Bigorre

## Un rassemblement combatif

Le 24 février, une centaine de personnes composées de nombreux communistes, cégétistes, d'élus municipaux, départementaux, de candidats(es) aux élections municipales, de citoyens(es) se sont rassemblés devant la préfecture à Mont-de-Marsan à l'appel du collectif interdépartemental 40-32-65 « Osons le train »

Parmi elles, de nouvelles têtes à cette initiative d'action.

Après avoir remercié l'ensemble des présents(es), « *c'est grâce à vous toutes et tous, à votre mobilisation que nous obtiendrons la réouverture de cette voie ferrée* », dira Christian Duprat.

Et à la fin de son intervention, l'appel à signer la pétition en faveur de l'inscription de la réouverture Mont-de-Marsan/Bagnères-de-Bigorre dans le prochain contrat de plan Etat/régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie fut entendu et traduit en actes. Vingt trois nouvelles personnes la signèrent et une organisation supplémentaire, le syndicat FSU des Landes a rejoint le collectif.



De gauche à droite : Alain Baché, secrétaire départemental du PCF et conseiller régional de Nouvelle-Aquitaine ; Hervé Buffat du 65, le coordonnateur du collectif ; Christian Duprat, le référent landais ; Jean-Philippe Freysselinas, le secrétaire de l'UD CGT 40 ; Eric Ferron, le référent gersois

### La lutte paye

« Après 10 ans de lutte, la ligne Montréjeau/Luchon a été réouverte le 22 juin 2025 avec 6 allers/retours par jour, 30.000 voyageurs en 3 mois sur cet axe de 35 kilomètres parcourus en 35 minutes avec 5 arrêts.

A propos de la voie ferrée Auch/Agen, Jean Castets, Président de la SNCF, s'est déclaré favorable à sa réouverture dans la perspective de l'arrivée de la nouvelle LGV à Agen.

Avec la réouverture de la voie ferrée Mont-de-Marsan/Bagnères-de-Bigorre, l'objectif est de remettre un service public collectif voyageurs et marchandises, vertueux écologiquement pour passer à la nécessaire transition écologique.

Avec la fermeture de cette ligne, ce sont 15.600 camions/an de céréales qui aujourd'hui sont sur les routes.

Alors que l'on parle de la réindustrialisation de notre pays, les entreprises ne devraient-elles pas s'implanter près des voies ferrées plutôt que près des autoroutes sur lesquelles il y a déjà des murs de camions ?

La réouverture de cette ligne ne permettrait-elle pas la revitalisation de ces territoires ruraux délaissés depuis des années ? », questionna Christian Duprat.

### Notre action est pertinente, des déclarations au plus haut niveau de l'Etat, et des rapports le démontrent

Et Christian Duprat de citer le projet de loi du député communiste Hubert Wulfranc intitulé « *revitalisation pérenne des lignes de dessertes fines du territoire* » comme celle de Morcenx-la-Nouvelle à Bagnères-de-Bigorre.

Si cette loi n'a pas été mise à l'ordre du jour du parlement, en commission de développement durable de l'Assemblée Nationale, ses objectifs ont recueilli l'unanimité de ses membres.

Il citera également un rapport sur l'amélioration de la desserte ferroviaire du Béarn et de la Bigorre de juillet 2010.

Rapport mettant en évidence que « la ligne de Morcenx à Bagnères-de-Bigorre offre des perspectives intéressantes pour la création d'un itinéraire performant en direction de Tarbes et de la Bigorre » à plusieurs titres.

Lors de la conférence « Ambition France Transport » qui s'est tenue de mai à juillet 2025, des remarques ont été faites dans le même sens que celles de notre collectif.

François Bayrou, le Premier ministre de l'époque y a déclaré : « *que cette conférence devait traiter le champ de l'aménagement du territoire pour une juste égalité des chances* ». Il poursuivait : « *des dessertes ferroviaires qui irriguaient les villes moyennes et les zones rurales ont été dégradées depuis des décennies et ces zones en ont pâti* ».

En avril 2024, le ministre des transports, Patrice Vergriète répondait à notre collectif : « *il est essentiel que chaque territoire dispose des offres de mobilité les plus adaptées à ses besoins et contribue à la transition écologique à son échelle* ». Il rajoutait : « *le report modal devra se décliner prioritairement en faveur du ferroviaire* ».

« **Et bien, nous sommes ici ce soir rassemblés, comme je l'écrivais à Mr le Préfet le 19 janvier dernier pour manifester l'urgence de passer des paroles aux actes** ».



Une partie des manifestants avec des drapeaux de la CGT, du PCF et une petite banderole des Amis de la Terre

## Le privé coûte plus cher que le public

C'est l'expérience qui le révèle, car il faut rémunérer les actionnaires privés.

Et Christian Duprat de citer 2 exemples parmi d'autres :

- La LGV Tours/Bordeaux, propriété du consortium privé Lisea (Vinci) bien qu'elle ait bénéficié de nombreux financements publics, fait payer « des péages exorbitants » selon l'ancien Président de la SNCF, Jean-Pierre Farandou, pour y faire circuler des trains.

- Les éventuelles LGV Bordeaux/Toulouse et Bordeaux/Dax par Mont-de-Marsan coûteraient 51% de plus en portage privé que dans le cadre d'un portage public et certainement également avec des péages exorbitants.

Il n'y a pas de financement prévu pour la réouverture de la ligne de Mont-de-Marsan à Bagnères-de-Bigorre nous ont dit les préfets des Hautes-Pyrénées et des Landes.

N'y a-t-il pas d'argent en France pour le ferroviaire alors que plusieurs pays européens en trouvent plus que le notre ?

Le rapport du sénateur Fabien Gay a révélé que 210 milliards d'€/an sont versés aux entreprises sans savoir où vont ces immenses sommes d'argent public.

13.355 millionnaires ne payent pas d'impôts sur le revenu en France.

Selon l'ONG Oxfam en 30 ans, les 500 personnes les plus aisées du pays ont vu leur fortune multipliée par 14. Les 53 milliardaires français sont plus riches que plus de 32 millions de personnes réunies.

L'Etat doit aller chercher l'argent là où il est !

Le collectif « Osons le train » a décidé lors de son AG du 14 février de multiplier les initiatives d'action en les diversifiant.

Il va demander au Préfet des Landes à être reçu après les élections municipales.

### Message de soutien de Didier Le Reste

Hervé Buffat excusa la Convergence Nationale Rail ( CNR) à laquelle est adhérent le collectif « Osons le train » puis lu un message de Didier Le Reste, le Président de cette CNR.

Dans celui-ci, s'il relève quelques bougés allant dans le bon sens comme « *la proposition de taxer les modes de transport les plus polluants et d'affecter en 2032 une partie des bénéfices des sociétés autoroutières au financement des infrastructures des transports, d'autres vont à contre courant* ».

Et de citer la volonté de faire payer plus les usagers des TER et de réactiver les funestes PPP (Partenariats Publics Privés ou plus exactement Partenariats Pour le Privé !!)

« *Il convient de maintenir la pression sur les décideurs politiques en diversifiant les formes d'action.* »

Il terminera son message par : « *on ne sauvera pas le rail seul, on ne sauvera pas le climat sans le rail, on ne sauvera pas les campagnes, les zones rurales sans une desserte par rail, on ne relancera pas l'industrie sans le rail* »

« *Là où le train recule, nos territoires décrochent !!* »

### Pour la CGT, là où le train passe, la vie reprend

Jean-Philippe Freysselinas, le secrétaire de l'UD CGT 40, dans son intervention développa l'idée que « *le retour des trains est d'utilité publique* ».

« *Cela assure la survie des territoires, leurs aspirations à vivre mieux, en gardant leurs habitants, leurs écoles, leurs commerces, leurs entreprises, leurs services et en favorisant l'installation de personnes et de familles* ».

« *C'est pourquoi, l'UD CGT 40 revendique la réouverture de la ligne Bagnères-de-Bigorre jusqu'à Morcenx et réaffirme son attachement indéfectible à un service public ferroviaire marchandises et voyageurs fort, accessible et au service de tous* ».

### Pour Alain Baché, secrétaire départemental du PCF, conseiller régional, la région fait pour le ferroviaire, mais l'Etat ne met pas les moyens nécessaires

L'élu régional rappela que la région Nouvelle-Aquitaine avait inscrit des financements à hauteur de 53% des coûts des travaux nécessaires à la remise en service de cette voie ferrée de Mont-de-Marsan à Barcelone-du-Gers.

Alors que la réouverture de ce tronçon était prévue, l'Etat n'apportant pas sa nécessaire contribution, le projet a été interrompu.

Sur proposition du groupe communiste, poursuivra-t-il, une motion du Conseil Régional a été votée à la majorité en faveur de cette réouverture de ligne ferrée traversant 3 départements sur 2 régions, Nouvelle Aquitaine et Occitanie. ■

Les États-Unis de Donald Trump ont lancé des frappes massives contre l'Iran, dans le sillage du gouvernement Netanyahu. Plusieurs villes ont été touchées, Téhéran riposte par des missiles. Cette nouvelle guerre, déclenchée malgré des négociations en cours, viole le droit international. La fuite en avant guerrière de Trump et Netanyahu fait peser un danger majeur sur toute la région. Leur logique de force, conjuguée à la répression de la dictature iranienne, condamne avant tout le peuple iranien et ouvre la voie à une escalade incontrôlable, aux conséquences mondiales.

Le PCF condamne ces bombardements illégaux, exprime sa solidarité avec les forces progressistes iraniennes dont nos partenaires du parti Toudeh et appelle la France à agir pour un cessez-le-feu et la reprise des négociations sous l'égide de l'ONU. ■



## Élections municipales 2026

### **Communiqué de l'UD CGT des Landes et de l'USR 40 CGT**

Les prochaines élections municipales seront déterminantes pour les orientations qui façonneront, pour les années à venir, la vie quotidienne des communes et de ses habitant.es. Elles doivent être l'occasion de porter l'ambition de politiques publiques de proximité exigeantes pour répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux de toute la population, dans une visée de développement équilibré et solidaire du territoire.

L'extrême droite a fait de ces élections un objectif central pour renforcer l'implantation de proximité qui lui fait actuellement défaut pour espérer gagner les élections présidentielles. **L'extrême droite est un danger majeur pour notre démocratie** et pour nos villes et villages. Pour lui faire obstacle, il convient de répondre aux aspirations du monde du travail, **de lutter contre le déclassement** qui lui sert de terreau **et de refuser fermement la banalisation de ses idées.**

La commune est le premier échelon de la République, celui qui incarne le mieux la proximité et la réponse aux besoins des usagers. Pourtant, les communes et plus largement les collectivités territoriales ont été mises à mal par les dernières réformes notamment en matière de fiscalité : la suppression de la taxe professionnelle puis d'une partie de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la suppression de la taxe d'habitation qui les ont privées de moyens déterminants.

**Il y a donc urgence à construire une tout autre fiscalité pour garantir l'égalité territoriale,** notamment par des dispositifs de péréquation, la libre administration des collectivités, la justice sociale, la satisfaction des besoins usager.es et les conditions de travail et de rémunération des 2 millions d'agent-es qui œuvrent quotidiennement à la réalisation des missions du service public territorial. 2 millions de fonctionnaires qui n'en demeurent pas moins des électrices et électeurs aux élections municipales 2026.

La CGT porte des propositions qui visent à renforcer ces politiques publiques et à répondre de manière égale aux besoins de la population sur les territoires. Nous vous remercions d'envoyer nos propositions à toutes les listes pour faire connaître nos revendications et si possible nous faire savoir quelles sont leurs propositions.

- 1. Développer les Services Publics notamment l'accès à l'énergie et aux moyens de communication et permettre aux agents territoriaux de remplir leurs missions dans de bonnes conditions.**
- 2. Mettre en place des critères sociaux et environnementaux dans les marchés publics.**
- 3. Construire des logements sociaux permettant de remplir les obligations légales et répondre aux besoins urgents pour la population.**
- 4. Mettre en place une gestion de l'eau sociale et environnementale.**
- 5. Développer et décarboner les transports collectifs.**
- 6. Assurer l'accès à l'éducation**
- 7. Renforcer l'action sociale et l'accès à la culture**
- 8. Mise en place d'un service public pour la petite enfance et les personnes âgées dépendantes**
- 9. Développer des centres municipaux de santé.**
- 10. Conforter et développer les Bourses du Travail.■**

### **« GENERATIONS DEBOUTTE ! »**

Qui n'a pas en tête le beau poème chanté par Jean Ferrat (né Tenenbaum 1930-2010) déclarant avec Aragon: La femme est l'avenir de l'homme... Le matriarcat selon des marxistes, est "Etape historique dans le développement du régime de la commune primitive, caractérisée par le rôle prépondérant de la femme dans l'économie avec pour base le mode de production de la commune primitive qui s'est épanouie à cette époque". La Dame à la Capuche, adorable figurine de 25000 ans découverte en 1894 par Edouard Piette (1827-1906), juge de paix et géologue passionné, dans la grotte du Pape à Brassempouy, à proximité de Castelnaud-Chalosse haut lieu de croupionades communistes à mardi gras, témoigne de la richesse culturelle de cette commune primitive où vous pourrez en découvrir l'histoire au PréhistoSito de Brassempouy : 404 rue du Musée. Dans nos sociétés patriarcales dites "modernes" d'à peine 2000 ans, on dit que la Dame est l'œuvre d'un homme, pourquoi pas une femme de Cro-Magnon (Homo Sapiens ou «Hommes modernes», arrivés en Europe entre 40 000 et 10 000 ans avant notre ère). L'humanité est une longue marche, comme l'est la conquête de l'égalité pour les femmes et les hommes. Comment nous comportons-nous dans l'intimité du foyer vis à vis des femmes. La société fondée sur le profit capitaliste, l'exploitation, l'aliénation sous toutes ses formes, est organisée afin que les privilèges des dominants perdurent. Parmi ces dominants se trouvent parfois des femmes comme Margaret Thatcher (1925-2013) ancienne Premier ministre anglaise dite «dame de fer» pour son inflexibilité antisociale et cruelle contre les syndicalistes; En France, Laurence Parisot (née le 31/08/1959 à Luxeuil-les-Bains) ancienne présidente du Médef (mouvement des entreprises de France) déclarait que «la vie comme l'amour et le droit du travail sont précaires», Roselyne Bachelot (née le 24/12/1946 à Nevers) ancienne ministre de la santé dont la réforme a grippé les hôpitaux, et toute la pléiade des femmes de pouvoir dont Marine Le Pen (née le 05/08/1968 à Neuilly sur Seine). Elles portent la politique antisociale et antidémocratique du parti de l'ordre, de l'injustice et de la guerre capitaliste. La question de l'égalité des femmes et des hommes avec leurs différences, est donc une question de société. Lors de la conférence de Copenhague en 1910, Clara Zetkin (1857-1933) enseignante, journaliste, femme politique marxiste, avait fait adopter une résolution qui propose que «les femmes socialistes de tous les pays organisent une journée des femmes» afin de prendre acte des luttes menées par celles-ci partout dans le monde. Parmi tant de femmes connues ou anonymes qui contribuèrent à l'émancipation humaine, Simone Veil (née Simone Jacob, 1927-2017, ancienne députée et ministre de droite) fit adopter en France, au bout d'une longue lutte des femmes et des hommes et avec les voix de gauche au Parlement, le droit à l'avortement en 1975. La Charte des Nations Unies, signée à San Francisco en 1945, proclama l'égalité des sexes en tant que droit fondamental de la personne humaine. Il y a plus de 50 ans, le journal «Québécoises deboutte !» faisait vibrer les rues et les consciences. Par ces deux mots, il portait la voix d'un féminisme déterminé à se faire entendre malgré les interdits de l'époque. C'est un appel à l'action, un cri de ralliement pour une société plus juste, plus égalitaire et plus libre. Le thème «Généralions deboutte !» de ce 8 mars 2026 est un moment de conscience pour bâtir un monde meilleur, sans violences sexistes et sexuelles, un monde d'égalité. Qu'es d'actualité (c'est d'actualité). ■

Roger La Mougne